

Commerce extérieur au Maroc : état des lieux et revue de littérature

Foreign Trade in Morocco: Current State and Literature review

Sara EL BOQ, (Doctorante)

LARCEPEM

*Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Souissi
Université Mohammed V de Rabat, Maroc*

Amina BOUMAIZE, (Enseignante -Chercheuse)

LARCEPEM

*Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Souissi
Université Mohammed V de Rabat, Maroc*

Adresse de correspondance :	Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Souissi Université Mohammed V de Rabat, Maroc Avenue Mohammed Ben Abdallah Ragraoui Al Irfane. BP 6430 Rabat (+212) 5 37 67 17 19 fsjes-souissi@um5r.ac.ma
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	EL BOQ, S., & BOUMAIZE, A. (2025). Commerce extérieur au Maroc : état des lieux et revue de littérature. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 6(8), 388–407.
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: 14/06/2025

Accepted: 06/08/2025

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 6, Issue 08 (2025)

Commerce extérieur au Maroc : état des lieux et revue de littérature

Résumé :

De nos jours, l'ouverture par le biais du commerce s'avère un pilier du développement économique pour les économies émergentes comme pour les économies avancées. Étant une économie émergente, le Maroc, depuis de nombreuses années, a fait le choix d'un libéralisme économique axé sur l'ouverture aux échanges internationaux. La conclusion de multiples accords de libre-échange avec les partenaires stratégiques, était la concrétisation de cette ouverture. (Souhaila CHOUGRANI & Kamal HASSANI, 2022).

L'accroissement de la compétitivité économique du Maroc au niveau international, dépend essentiellement du renforcement de l'offre exportable. Cela implique l'élaboration de stratégies adaptées aux exigences du marché mondial. Afin d'affirmer davantage sa présence à l'international et d'améliorer sa performance économique, la mise en place d'un plan d'action ambitieux et cohérent est cruciale. Selon la feuille de route du commerce extérieur 2025-2027, parmi les mesures à envisager, nous pouvons notamment citer les éléments suivants : l'amélioration et la diversification des exportations marocaines, l'amélioration de la valeur ajoutée des produits exportés, l'instauration des partenariats industriels avec des entreprises étrangères qui exportent des produits de forte valeur ajoutée, améliorer les réseaux logistiques reliant le Maroc au reste du monde, l'optimisation de la politique industrielle adoptée par le pays, et enfin essayer de produire localement les produits importés de forte valeur ajoutée. (Feuille de route du commerce extérieur 2025-2027, 2025).

Dans notre article, nous cherchons à procéder à un état de l'art de la situation actuelle des exportations ainsi que les importations des biens du Maroc. L'objectif principal de notre recherche est d'analyser davantage l'ensemble de l'offre exportable et importable marocaine en ce qui concerne les biens et les produits, sachant que les échanges commerciaux au niveau des services existent depuis longtemps, mais pour un premier travail, nos perspectives s'orientent vers les échanges commerciaux des biens, ainsi que la stratégie menée par le Maroc en ce sens pour améliorer sa compétitivité et sa position au niveau international.

Mots clés : Commerce extérieur, exportations, importations, ouverture économique.

JEL Classification : F10.

Type du papier : Recherche Théorique.

Abstract:

Nowadays, openness through trade proves to be a pillar of economic development for both emerging and advanced economies. Being an emerging economy, Morocco, for many years, has chosen economic liberalism focused on openness to international trade. The conclusion of multiple free trade agreements with strategic partners was the realization of this openness. (Souhaila CHOUGRANI & Kamal HASSANI, 2022).

The increase in Morocco's economic competitiveness at the international level essentially depends on the strengthening of its exportable supply. This involves the development of strategies adapted to the demands of the global market. In order to further assert its presence internationally and improve its economic performance, the implementation of an ambitious and coherent action plan is crucial. According to the 2025-2027 foreign trade roadmap, among the measures to consider, we can notably mention the following elements: improving and diversifying Moroccan exports, enhancing the added value of exported products, establishing industrial partnerships with foreign companies that export high added value products, improving logistical networks connecting Morocco to the rest of the world, optimizing the industrial policy adopted by the country, and finally, trying to locally produce high added value imported products. (External Trade Roadmap 2025-2027, 2025). In our article, we aim to conduct a state of the art of the current situation of Morocco's exports as well as its imports of goods.

The main objective of our research is to further analyze the entire Moroccan exportable and importable supply concerning goods and products, knowing that trade exchanges in services have existed for a long time, however, for a preliminary work, our focus is oriented towards the trade exchanges of goods, as well as the strategy pursued by Morocco in this regard to improve its competitiveness and its position at the international level.

Keywords: foreign trade, exports, imports, trade exchanges.

Classification JEL: F10.

Paper type: Theoretical Research.

1. Introduction :

Le commerce extérieur est une composante essentielle de l'économie ouverte. Il traduit les relations économiques d'un pays avec le monde extérieur par le biais des importations et des exportations. (Dominique Plihon, 2012).

L'intégration croissante du Maroc dans les circuits économiques mondiaux revient à son orientation vers une politique d'ouverture économique, dans les années 1980, et renforcée au fil du temps, qui a profondément transformé son paysage commercial. En ratifiant de multiples accords de libre-échange et en adoptant des réformes économiques structurelles, le Maroc a ouvert ses marchés, attiré des investissements étrangers, et dynamisé ses échanges commerciaux. L'ouverture économique et les échanges commerciaux internationaux sont devenus des éléments centraux de la dynamique économique mondiale contemporaine. Dans un système mondial de plus en plus interconnecté, les échanges commerciaux entre les nations sont un moteur clé du développement économique, la diversification des économies et la lutte contre la pauvreté. L'insertion dans des marchés à travers le commerce international permet aux pays de bénéficier des avantages comparatifs, d'accéder à des technologies et des connaissances nouvelles, et de maximiser l'efficacité de leurs ressources. Au cœur de cette ouverture se trouvent les exportations et les importations, qui constituent les deux facettes des échanges commerciaux. Les exportations permettent aux entreprises de se développer à l'international, d'augmenter leur production, et de créer de l'emploi. Elles sont également une source cruciale de devises étrangères, renforçant la balance des paiements d'un pays. En revanche, les importations offrent aux consommateurs et aux entreprises l'accès facilité à des biens et services diversifiés, non disponibles localement, tout en stimulant la concurrence et l'innovation sur le marché intérieur. Les exportations et les importations jouent un rôle central dans cette dynamique d'ouverture économique. Elles sont le reflet de l'adaptation du Maroc à la mondialisation et de sa capacité à tirer parti des opportunités qu'elle offre. Les exportations marocaines, autrefois dominées par les produits primaires tels que les phosphates et les produits agricoles, se sont progressivement diversifiées pour inclure des domaines générant une valeur ajoutée plus élevée, comme l'aéronautique, l'automobile, et les produits manufacturés. Cette diversification a non seulement renforcé la compétitivité internationale du Maroc, mais a également contribué à la stimulation d'emplois et au redressement de sa balance commerciale. Parallèlement, les importations marocaines sont un indicateur crucial du développement de l'économie du pays. Elles révèlent les besoins en matières premières, en biens intermédiaires, et en produits de consommation nécessaires pour soutenir la croissance économique et répondre aux attentes croissantes des consommateurs. Les importations d'hydrocarbures, de biens alimentaires et de produits d'équipement sont particulièrement significatives, car elles soulignent les défis liés à la dépendance extérieure du pays, tout en mettant en évidence les efforts consentis pour moderniser et diversifier l'économie.

Bien que plusieurs recherches aient analysé les dynamiques du commerce extérieur marocain au cours de la dernière décennie, de nombreuses études se sont penchées sur : les tendances structurelles du commerce extérieur marocain (Bank Al-Maghrib, 2021 ; HCP, 2022), les déséquilibres de la balance commerciale (Saidi & El Ghazali, 2022), et l'impact des accords de libre-échange sur les échanges du Maroc (Zahidi, 2020 ; OCDE, 2021). Cependant, la plupart de ces recherches portent sur des périodes antérieures à 2023, ou n'intègrent pas les nouveaux chocs économiques apparus récemment.

À ce jour, peu d'études ont analysé de manière synthétique et actualisée l'évolution du commerce extérieur marocain sur la période récente post-2022. Cette période marquée par de profondes mutations économiques mondiales, comme la hausse des prix de l'énergie, l'inflation mondiale persistante, les perturbations logistiques et les effets post-COVID sur les échanges internationaux.

Le double intérêt de la présente recherche est donc de combler cette lacune en présentant une revue de littérature en relation avec le commerce extérieur et en proposant un état des lieux du commerce extérieur du Maroc en 2023 et en 2024, et une analyse actualisée afin de mieux comprendre les nouvelles tendances, les déséquilibres commerciaux, les évolutions sectorielles en cours et fournir une base de réflexion pour les décideurs économiques.

À travers cet article, nous cherchons à répondre à la problématique subséquente : ***Dans un contexte en plein mutations, quel est l'état des lieux du commerce extérieur au Maroc en 2023 et en 2024 ?***

Pour répondre à notre problématique, une revue de littérature théorique s'avère nécessaire pour comprendre les variables impactant le commerce extérieur, et pour présenter après l'état des lieux du commerce extérieur au Maroc. Dans ce sens, notre revue de littérature se focalise principalement sur un État de l'art basé sur la théorie de l'avantage absolu, ainsi que la théorie des avantages comparatifs, le modèle de Heckscher-Ohlin et la nouvelle théorie du commerce. Également cet article se propose d'analyser en profondeur les dynamiques du commerce extérieur marocain dans le contexte de l'ouverture économique. Nous observerons l'évolution de ces échanges au cours du temps, leurs impacts sur l'économie nationale, ainsi que les réformes mises en place par le Maroc pour maximiser les bénéfices tout en atténuant les risques associés à son intégration dans l'économie internationale.

2. Revue de Littérature : Les Théories du Commerce Extérieur :

Nous allons présenter, brièvement, quelques théories phares du commerce extérieur.

Le commerce extérieur désigne les mouvements internationaux de biens et de services, c'est-à-dire les importations et les exportations, analysées à travers les concepts de spécialisation, d'avantages comparatifs et de politiques commerciales. (P. Krugman, M. Obstfeld, 2006).

Alors que M. Rainelli insiste sur le rôle fondamental du commerce extérieur dans l'analyse macroéconomique et dans les dynamiques de mondialisation. Le commerce extérieur englobe les interactions commerciales internationales des biens et services entre les acteurs économiques nationaux d'un pays et ceux du reste du monde. (Rainelli, Michel. 2012).

Les théories du Commerce Extérieur sont considérées parmi l'une des branches de la discipline économique. Cette branche cherche à expliquer davantage les causes du commerce mondial, bien que ses effets sur des variables macro-économiques à l'instar de l'emploi, la croissance économique et le taux de change. Elles s'intéressent même à analyser les échanges de biens et des services à travers des modèles économiques.

Plusieurs économistes et auteurs ont développé le concept du commerce international. Parmi les théories fondatrices de ce dernier, nous citons :

-Théorie de l'avantage absolu : formulée par Adam Smith est l'un des premiers concepts fondamentaux du commerce international. Nous pouvons avancer qu'un pays détient un avantage absolu dans la production d'un produit s'il peut le produire en utilisant moins de ressources (comme le travail, le capital ou les matières premières) par unité que les autres pays. (A.Smith, 1776). Il avance qu'un pays doit se spécialiser dans la production des biens pour lesquels il dispose d'un avantage absolu (c'est-à-dire qu'il les produit avec moins de ressources que les autres).

Les variables que cette théorie présente sont : la productivité du travail, la quantité de ressources utilisées et le coût de production absolu.

-Théorie des avantages comparatifs : formalisée par l'économiste David Ricardo au début du XIXe siècle, mais le départ était avec Smith avec ses idées sur la spécialisation et le commerce entre les nations qui ont jeté les bases de cette théorie d'avantage comparatif, qui a été plus tard formalisée par D. Ricardo. Cette théorie complète la théorie de l'avantage absolu en prenant en considération les écarts spécifiques de coûts de production entre les pays. Selon cette théorie, un pays devrait se spécialiser dans la réalisation et l'exportation des biens pour lesquels il a un

coût d'opportunité plus bas en regard des autres nations. Chaque pays doit privilégier les domaines où il est relativement le moins inefficace et dans lesquels il détient un avantage comparatif, même s'il n'a pas d'avantage absolu. (David Ricardo, 1817).

Les variables extraites de la théorie de D. Ricardo sont : le coût d'opportunité, la productivité relative, la spécialisation et les échanges bilatéraux.

- Modèle Heckscher-Ohlin (H-O) : ce modèle est un développement du 20ème siècle dans la sphère du Commerce international. Il est le fruit des travaux de deux économistes suédois : Eli Heckscher et Bertil Ohlin. Ce dernier a repris et formalisé les concepts de son maître Heckscher en 1933, son œuvre qui constitue la formulation complète du modèle, d'où l'appellation « modèle Heckscher-Ohlin ». Le Mécanisme du modèle est le suivant : Chaque bien nécessite une combinaison différente de travail et de capital ; Les pays sont dotés de façon différente en travail et en capital. Un pays a un avantage compétitif dans la réalisation du produit qui utilise intensivement le facteur qu'il possède en relativement plus grande quantité ; Il va donc se spécialiser dans ce bien et l'exporter, tout en important le bien pour lequel il est relativement désavantagé. Un pays exporte les biens qui utilisent intensément les capacités productives dont il est abondamment pourvu (travail, capital, ressources naturelles) et importe ceux qu'il possède peu. (E. Heckscher, B. Ohlin, 1933).

Les variables extraites de ce modèle : la dotation en facteurs de production (travail, capital), l'intensité factorielle des biens et le prix relatif des facteurs.

- La nouvelle Théorie du Commerce : Ce modèle, développé par Paul Krugman, met en lumière la concurrence imparfaite sur les marchés internationaux. Il explique les échanges en tenant compte des économies d'échelle, des différences de produits et des stratégies des entreprises. La théorie du commerce mondial de Paul Krugman, connue sous le nom de Nouvelle Théorie du Commerce, apporte une perspective novatrice sur les motifs du commerce et les avantages comparatifs. Krugman met l'accent sur l'importance des économies d'échelle dans le commerce international. Il souligne que la diversité des produits aide les entreprises de créer une demande spécifique pour leurs produits et de bénéficier d'un pouvoir de fixation des prix. (P. Krugman, 2006).

Les variables de cette théorie : les économies d'échelle, les rendements croissants, la différenciation des produits, la taille du marché et la concurrence imparfaite.

3. État des lieux du Commerce Extérieur au Maroc :

Le commerce extérieur constitue un levier stratégique pour le développement économique du Maroc, notamment dans un contexte de mondialisation croissante et de diversification des partenariats économiques. Depuis les réformes engagées au début des années 2000, le pays a connu une évolution significative de ses échanges commerciaux, marquée par l'essor des exportations industrielles, la signature de multiples accords de libre-échange et une ouverture progressive sur de nouveaux marchés, notamment africains. Toutefois, cette dynamique s'accompagne également de déséquilibres persistants, tels que le déficit commercial structurel ou la dépendance vis-à-vis de certains produits importés. Cette section propose ainsi un état des lieux du commerce extérieur marocain, en examinant ses principales tendances, ses structures sectorielles et ses défis actuels.

3.1 Structure de l'offre exportable Marocaine :

Les exportations représentent un moteur essentiel de la croissance économique, dans une économie ouverte, une augmentation de l'offre exportable stimule directement la demande globale, soutenant ainsi la production et l'emploi. (Krugman et al., 2018 ; Thirlwall, 1979).

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE - France) en 2016, a avancé, dans son glossaire électronique, que les exportations sont des actes de ventes,

d'échange et donation via lesquelles les acteurs nationaux allouent des biens et des services à des acteurs étrangers dans d'autres territoires.

Selon le Rapport d'activité de l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations (AMDIE), sorti en 2020, les exportations marocaines englobent l'ensemble des biens et services que le Maroc est en mesure de proposer sur les marchés internationaux. Elle est structurée autour de plusieurs secteurs clés.

D'après « le rapport annuel du Commerce Extérieur » publié par l'Office des Changes en 2022, les principales exportations du Maroc sont les suivants :

- **Phosphates et ses Dérivés** : d'après les données fournies par ladite source, les phosphates et leurs dérivés (engrais, acide phosphorique) représentent environ 20% des exportations totales du Maroc. Ce dernier est reconnu comme leader mondial dans l'exportation de phosphate, un secteur clé dominé par l'Office Chérifien des Phosphates (OCP).
- **Secteur Automobile** : Le secteur automobile est devenu le principal contributeur aux exportations marocaines, représentant environ 28% des exportations totales en 2023. Cela inclut l'exportation de véhicules, notamment grâce aux usines de Renault et Peugeot installées au Maroc, ainsi que des composants automobiles. Production de véhicules et composants, avec des plateformes industrielles à Tanger et Kenitra.
- **Produits Agricoles et Agroalimentaires** : Les exportations agricoles, y compris les produits frais comme les agrumes, les fruits, et les légumes, Produits de la mer : Poissons, conserves, etc, ainsi que les produits agroalimentaires transformés (conserves, huiles, produits laitiers), comptent pour environ 15% des exportations totales. Les principales destinations sont l'Union Européenne et le Moyen-Orient. Cela est extrait du Rapport moral de l'Association Marocaine des Exportateurs (ASMEX), 2020.
- **Textile & Habillement** : Confection pour des marques internationales, ce secteur, historiquement important, contribue encore à environ 10% des exportations. Le Maroc exporte principalement vers l'Europe, en particulier la France et l'Espagne.
- **Produits marines** : Les produits exportés de la pêche, principalement les sardines et les fruits de mer, constituent environ 7% des exportations marocaines. Le Maroc est un des plus grands exportateurs mondiaux de sardines en conserve.
- **Aéronautique** : Ce secteur, bien qu'émergent, représente environ 6% des exportations. Le Maroc exporte des composants pour l'industrie aéronautique mondiale, une activité concentrée autour de la Fabrication de pièces et assemblage, notamment dans la zone de Nouaceur Casablanca.
- **Artisanat et produits à forte valeur culturelle** : Le Maroc exporte également des produits artisanaux reconnus pour leur qualité et leur authenticité : Tapis, poterie, maroquinerie, bijoux, etc. d'après le rapport « Stratégie "Maroc Export Plus" » du Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Économie Verte et Numérique Marocain.
- **Services à l'export** : d'après le Catalogue de services à l'export de l'AMDIE. Outre les biens, le Maroc développe une offre exportable dans les services : Offshoring : Centres d'appels, services informatiques, etc ; Tourisme : Attraction de visiteurs internationaux et Services financiers : Banques et assurances opérant à l'international.

Le Haut-Commissariat au Plan (HCP) à son tour, fournit des statistiques et analyses sur la structure économique du Maroc, y compris sur les exportations.

Le HCP souligne la diversification croissante des exportations marocaines, notamment avec l'émergence des industries de l'aéronautique et de l'automobile. Le HCP note également une augmentation de la proportion des produits manufacturés exportés à valeur ajoutée élevée.

Selon le HCP, les industries manufacturières, notamment l'automobile, les produits électriques et électroniques, ainsi que les textiles, sont les forces motrices de la progression des exportations marocaines.

Table 1 : Les Exportations marocaines entre 2023 et 2024 en Millions de DH :

Date	Alimentation, Boisson Et Tabac CVS- CJO	Energie Et Lubrifiants CVS-CJO	Produits Bruts D'origine Animale Et Vegetale CVS-CJO	Produits Bruts D'origine Minerale CVS-CJO	Demi Produits CVS- CJO	Produits Finis D'equipement CVS-CJO	Produits Finis De Consommation CVS-CJO
août-23	6,036.1	49.8	743.8	1,143.1	8,713.8	6,718.0	11,937.7
sept.-23	5,940.1	453.7	615.2	1,375.0	7,382.9	6,848.0	11,962.7
oct.-23	6,189.1	522.7	444.4	1,478.2	8,100.0	7,469.0	11,940.6
nov.-23	6,485.5	474.1	849.3	1,976.4	9,968.4	7,364.7	12,902.3
déc.-23	6,657.4	517.1	552.5	1,584.9	8,620.6	6,944.2	12,209.1
janv.-24	6,503.2	393.3	666.2	1,467.0	8,892.8	7,023.9	12,569.7
févr.-24	6,518.9	384.7	549.9	1,333.4	8,447.3	7,289.8	12,848.7
mars-24	6,177.0	361.8	633.0	993.6	7,561.6	6,909.7	13,140.8
avr.-24	6,651.9	326.0	562.8	1,558.9	8,630.0	7,684.7	12,389.3
mai-24	6,663.5	327.2	494.6	1,531.3	8,261.6	7,709.0	13,060.7
juin-24	5,795.4	344.6	487.2	1,534.4	8,365.6	7,185.7	11,390.5
juil.-24	7,019.9	309.4	600.5	1,465.9	8,755.4	8,276.4	13,377.7
août-24	7,194.2	336.8	500.8	1,596.5	8,512.4	7,107.2	12,748.2

Source : Office des changes.

Les données sont collectées le 19 Mai 2025, du site officiel de l'Office des Change, rubrique Études et Statistiques, du fichier Excel intitulé « Données Commerce Extérieur CVS-CJO Août 2024 ». **À cette date (19 Mai 205) les statistiques étaient jusqu'au mois d'Août 2024, il n'y a pas la continuité de l'année 2024 dans ce fichier.**

Ce tableau est issu du site officiel de l'Office des changes, montrant les exportations marocaines entre Août 2023 et Août 2024.

D'après nos lectures, notre interprétation de ce tableau est la suivante : la valeur de la plupart des exportations marocaines a augmenté en Août 2024 par rapport au même mois en 2023, à savoir : Produits finis d'équipement ; Alimentations boisson et tabac ; produits bruts de base minérale ; produits finis de consommation, sauf les exportations de l'Énergie et lubrifiants ; Produits bruts d'origine végétale et animale et les demi-produits, qui ont enregistré une baisse modérée en mois d'Août 2024 par rapport à Août 2023.

Nous pouvons expliquer l'augmentation des exportations par plusieurs effets positifs, à savoir : la croissance économique, une hausse des exportations stimule la demande globale, ce qui peut accélérer la croissance du PIB, cela est inscrit dans le Modèle de croissance contrainte par la balance des paiements de Thirlwall's Law en 1979, l'auteur montre que la croissance d'un pays est liée à son aptitude à exporter et à soutenir les importations nécessaires à la production.

Plus les exportations augmentent, plus la croissance potentielle est élevée.

L'amélioration des opportunités professionnelles, l'accroissement des exportations entraîne une hausse de la production industrielle, donc une demande accrue de main-d'œuvre. Lorsque les exportations augmentent, cela signifie qu'il existe une demande extérieure croissante pour les biens produits localement. Pour répondre à cette demande : Les entreprises doivent accroître leur production, ce qui nécessite souvent l'embauche de nouveaux travailleurs en particulier dans les secteurs exportateurs (industrie manufacturière, agriculture commerciale, technologies, etc.). Cela induit une amélioration du marché du travail, soit directement (dans les entreprises exportatrices), soit indirectement (chez les fournisseurs, la logistique, les services...).

Cela est démontré dans la Théorie keynésienne ouverte, dans une économie ouverte, la demande globale inclut les exportations (X). Une hausse des exportations accroît la demande agrégée → plus de production → plus d'emplois.

Dans One Economics, Many Recipes, l'auteur Dani Rodrik montre que les stratégies d'exportation, notamment dans les pays émergents, sont liées à une création massive d'emplois

industriels, il ajoute que l'exportation agit comme un canal d'intégration au marché mondial et permet une transformation structurelle de l'emploi (du secteur informel vers le formel).

L'Amélioration de la balance des paiements, plus les exportations augmentent, plus les devises étrangères entrent au portefeuille du Maroc, ce qui renforce les réserves et peut stabiliser la monnaie. Krugman, P., Obstfeld, M., & Melitz, M. (2018), dans leur ouvrage de référence Économie internationale, ils expliquent que les exportations constituent une source majeure d'entrées de devises étrangères, qui ont un impact direct sur la balance des paiements et les fonds en monnaies étrangères. Une hausse des exportations améliore le compte courant, renforce la position extérieure nette, et peut contribuer à la stabilité monétaire.

Le Transfert de technologie et montée en gamme, « pour exporter, les entreprises doivent souvent s'adapter aux normes internationales et utiliser des technologies modernes et des processus de production plus avancés, ainsi que l'amélioration du capital humain, cela favorise l'apprentissage technologique et l'innovation. » Hausmann, Hwang & Rodrik (2007).

Parmi les interprétations négatives de la hausse des exportations, la dépendance excessive aux marchés extérieurs, si la croissance dépend trop des exportations, un ralentissement mondial ou un choc externe (ex. guerre, crise, sanctions) peut impacter fortement l'économie, cela est souligné dans la Théorie des échanges inégaux de Prebisch (1950).

Et le Risque de "Dutch disease" (mal hollandais) évoqué dans ce sens par les auteurs Corden & Neary (1982), qui disent, si les exportations explosent (surtout les matières premières), cela peut faire apprécier la monnaie locale, nuisant à la compétitivité des autres secteurs.

Concernant l'application des théories mobilisées dans la revue de littérature au contexte marocain, au niveau des exportations. Pour la théorie de l'avantage absolu, certains secteurs comme l'agroalimentaire, les phosphates ou les produits de la mer présentent un avantage absolu pour le Maroc en raison d'une productivité locale élevée et d'un accès naturel à des ressources abondantes (climat, littoral, mines). Ces secteurs génèrent une part importante des exportations, traduisant une utilisation efficace des ressources disponibles à bas coût. En liaison avec la théorie des avantages comparatifs, Le Maroc, malgré une moindre productivité industrielle comparée à ses partenaires européens, tire profit d'un avantage comparatif dans les secteurs à faible coût de main-d'œuvre, comme le textile, le câblage automobile ou certaines productions agricoles. Cela se traduit par une spécialisation orientée vers l'exportation dans ces domaines. En ce qui concerne l'application du modèle Heckscher-Ohlin, le Maroc exporte des biens intensifs en travail vu qu'il dispose d'un excédent relatif de main-d'œuvre peu qualifiée et d'un capital limité, ce qui oriente ses exportations vers des produits intensifs en travail, comme les services offshore, l'artisanat, ou le textile. Et finalement, la projection de la nouvelle théorie du commerce au contexte marocain, dans certains secteurs industrialisés, comme l'automobile (Renault, Stellantis) ou l'aéronautique (Bombardier, Safran), le Maroc a attiré des investissements permettant de bénéficier des économies d'échelle et de rendements croissants, en lien avec des zones franches industrielles et des accords commerciaux. Ce positionnement favorise les échanges intra-branches avec des pays européens (ex. : pièces détachées contre véhicules finis), illustrant bien les logiques de la nouvelle théorie, même si la taille du marché intérieur marocain reste limitée.

3.2 Structure des Importations Marocaines :

Selon le Glossaire de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dans sa dernière mise à jour en 2021 : Les importations sont les biens et services achetés à l'étranger par des résidents d'un pays. Dans certains pays, l'importation d'un bien fabriqué à l'étranger (c'est-à-dire non contrefait), sans l'accord du titulaire des droits de propriété intellectuelle (comme le propriétaire d'une marque commerciale ou d'un brevet) est autorisée, tandis que d'autres l'interdisent.

Les importations, tout comme les exportations, jouent un rôle essentiel dans le commerce mondial et la dynamique économique des pays.

« Les importations sont les biens et services achetés à l'étranger par des résidents d'un pays. », celle est la définition trouvée dans le Glossaire électronique du Fonds monétaire International (FMI), dans sa dernière mise à jour en 2021.

D'après nos recherches, la structure des importations marocaines est diversifiée, reflétant les besoins en matières premières, en biens intermédiaires et en produits finis pour soutenir l'économie marocaine. Cette structure est influencée par les politiques industrielles, les besoins de consommation intérieure, et les obligations du Maroc au niveau international concernant le commerce. Les données présentées sont issues du « Rapport Annuel du Commerce Extérieur » publié par l'Office des Changes en 2022, les importations marocaines se répartissent en plusieurs catégories principales :

- **Produits Énergétiques** : Les produits énergétiques, principalement les carburants fossiles (pétrole brut, gaz naturel, et produits pétroliers raffinés), pour répondre à ses besoins énergétiques, principalement dans l'industrie et le transport, représentent une part significative des importations marocaines. En 2023, cette catégorie représentait environ 25% du total des importations. Le Maroc dépend fortement des importations pour ses besoins énergétiques, en raison de la faible production nationale d'énergie fossile. La dépendance énergétique du Maroc reste un sujet de préoccupation, malgré les efforts pour développer les énergies renouvelables.
- **Biens d'Équipement** : Cette catégorie inclut les machines, les équipements industriels, et les appareils électriques. Elle représente environ 20% des importations totales. Les biens d'équipement sont essentiels pour soutenir les industries marocaines en pleine expansion, notamment l'automobile, l'aéronautique, et l'agriculture.
- **Produits Alimentaires** : Le Maroc importe une quantité importante de produits alimentaires, incluant une large portion de sa consommation céréalière principalement le blé et le maïs, les produits transformés, huiles végétales, le sucre, et les produits laitiers. En 2023, les produits alimentaires représentaient environ 15% des importations totales. Les céréales, en particulier le blé, sont les principaux produits alimentaires importés en raison de la production nationale insuffisante pour satisfaire la demande intérieure et de la dépendance alimentaire du Maroc à ces denrées pour sa consommation domestique.
- **Produits Chimiques** : incluant les produits chimiques de base, les engrais, les plastiques, et les produits pharmaceutiques. Cette catégorie représente environ 12% des importations totales. Les produits chimiques sont essentiels pour les industries locales, notamment l'agriculture et la fabrication.

Les importations de produits chimiques sont essentielles pour l'industrie marocaine, notamment pour l'agriculture (engrais), la pharmacie, et la production industrielle. Cette catégorie est variée, incluant des produits chimiques primaires, les produits pharmaceutiques, des plastiques, et les produits utilisés dans les processus industriels.

- **Véhicules et Pièces Détachées** : Les véhicules, y compris les automobiles, les camions, et les deux-roues, ainsi que les pièces détachées, constituent une autre catégorie importante, représentant environ 10% des importations, cette catégorie inclut également les composants importés pour l'assemblage local de véhicules.

Les importations de véhicules et de pièces substitutives répondent à la consommation croissante du marché automobile marocain, qui est alimentée par une population urbaine en expansion et un secteur logistique en développement. Cette catégorie comprend à la fois des véhicules finis pour la consommation intérieure et des composants destinés aux usines d'assemblage locales.

Les importations marocaines évoluent en fonction des besoins économiques du pays, avec une augmentation notable des biens d'équipement et des produits énergétiques. Ces tendances reflètent la modernisation industrielle et la croissance démographique, qui accroît la demande en énergie et en biens de consommation.

- **Matières Premières et Produits Intermédiaires** : Le Maroc importe également diverses matières premières et produits intermédiaires, tels que les métaux, les textiles, et les produits en bois, représentant environ 8% des importations. Ces produits sont essentiels pour la transformation locale et l'exportation ultérieure.
- **Produits Manufacturés** : Les biens de consommation durables (électronique, appareils électroménagers) et les biens de consommation non durables (habillement, chaussures) représentent environ 7% des importations. Cette catégorie reflète les besoins croissants des consommateurs marocains pour des produits finis de qualité.
Les importations de biens d'équipement, y compris les matériels industriels, les équipements de transport, et les appareils électriques, soutiennent la croissance des secteurs manufacturiers et agricoles. Ces importations sont cruciales pour le développement des infrastructures industrielles, notamment dans les zones franches industrielles comme Tanger Med et Casablanca.

Table 2 : Les Importations marocaines entre 2023 et 2024 en Millions de DH :

Date	Alimentation, Boisson Et Tabac CVS-CJO	Energie Et Lubrifiants CVS-CJO	Produits Bruts D'origine Animale Et Vegetale CVS-CJO	Produits Bruts D'origine Minerale CVS-CJO	Demi Produits CVS-CJO	Produits Finis D'equipement CVS-CJO	Produits Finis De Consommation CVS-CJO
août-23	7,404.3	9,209.0	1,244.5	939.8	12,185.2	11,549.0	13,572.7
sept.-23	8,371.6	12,133.4	1,478.2	1,023.8	13,026.2	13,490.7	13,875.6
oct.-23	7,225.7	9,371.8	1,441.4	1,201.0	13,100.0	14,156.5	13,086.5
nov.-23	7,787.4	10,362.4	1,055.5	1,136.1	13,761.2	14,085.1	13,285.1
déc.-23	8,511.9	10,679.3	1,475.8	1,275.2	13,624.8	13,757.7	14,084.3
janv.-24	7,427.8	10,071.3	1,477.7	1,107.8	13,264.5	13,523.6	12,990.6
févr.-24	6,837.3	10,563.5	1,583.8	1,012.8	12,954.0	14,049.6	13,937.2
mars-24	7,017.3	8,884.7	1,245.2	931.6	12,259.6	14,318.7	13,799.9
avr.-24	7,033.5	10,859.7	1,640.1	1,553.4	13,907.0	14,591.6	14,797.3
mai-24	6,956.4	10,006.4	1,565.2	1,098.7	13,670.9	14,403.7	13,946.4
juin-24	8,243.6	8,495.8	1,283.7	1,178.9	13,704.4	14,330.1	13,762.0
juil.-24	8,332.0	9,139.5	1,368.4	1,054.3	14,232.5	15,959.6	14,841.6
août-24	8,115.6	10,027.9	1,675.7	1,216.4	14,146.5	15,463.9	14,731.6

Source : Office des changes.

Les données sont collectées le 19 Mai 2025, du site officiel de l'Office des Change, rubrique Études et Statistiques, du fichier Excel intitulé « Données Commerce Extérieur CVS-CJO Août 2024 ». Ce tableau est issu du site officiel de l'Office des changes, montrant les importations marocaines entre Août 2023 et Août 2024.

D'après nos lectures et nos interprétations, toutes les importations du Maroc dans ce tableau, à savoir : produits finis d'équipement ; l'Alimentation ; les demis produits ; les Énergies & les lubrifiants ; les Produits bruts de nature végétale et animale ; produits bruts de nature minérale ; produits finis de consommation, en Août 2024 ont augmenté comparé à la période correspondante l'an dernier.

Cet accroissement peut avoir deux types d'interprétations positives et négatives.

Les scénarios positives possibles : croissance économique, si les entreprises importent plus de machines, d'équipement ou de matières premières, cela peut indiquer une augmentation de la production locale, cela s'inscrit dans le cadre théorique classique du commerce international et de l'analyse macroéconomique de la demande globale , c'est une interprétation macroéconomique et industrielle courante , fondée sur la théorie de Romer et Lucas intitulée la théorie de la croissance endogène , l'idée de cette théorie est : l'investissement en capital physique (machines et équipements) est un moteur direct de la croissance économique, une hausse des importations de ces biens signale souvent une volonté d'investir pour produire plus localement ; et c'est le cas dans ce tableau, les importations d'équipements ont passé de

11,549.0 en Août 2023, à 15,463.9 en Août 2024, voir une hausse de 33.9 %. Cela reflète parfois une demande intérieure forte, quand les ménages consomment plus, donc on importe plus de produits finis, cela entre dans le concept de l'élasticité des importations à la demande intérieure utilisé dans le cadre des modèles macroéconomiques ouverts, et prouvé par les auteurs Dornbusch, Fischer et Startz, qui avancent que lorsque la demande intérieure croît, en particulier la consommation des ménages, les importations de biens de consommation augmentent si l'offre ne suffit pas ; et dans notre cas, nous avons les importations des produits finis de consommation a passé de 13,572.7 en Août 2023 à 14,731.6 en Août 2024, voir une hausse de 8.54% de ces importations.

Autre que la croissance économique, nous trouvons la Modernisation ou l'industrialisation, une hausse des importations de technologies ou de composants industriels peut indiquer une volonté de développement ou d'innovation, cela reflète une analyse économique générale que nous trouvons dans la littérature sur la modernisation, l'industrialisation et le déploiement technologique dans les pays émergents. Cette réflexion est prouvée par l'auteur Albert O. Hirschman, qui souligne l'importance des importations des biens d'équipement et technologies dans les économies émergentes pour initier des effets d'entraînement industriels. Il considère que ces importations peuvent stimuler l'innovation locale et les capacités productives.

Et comme indique les rapports de la CNUCED (UNCTAD) et de la Banque mondiale qui insistent sur le rôle des importations technologiques dans la modernisation industrielle des pays émergents, comme moyen d'accès au savoir-faire et à l'innovation.

Passant aux interprétations négatives possibles de l'accroissement des importations marocaines, premièrement, la dépendance excessive à l'étranger, si un pays importe trop de produits de consommation, cela peut indiquer un affaiblissement de la production locale ou un manque de compétitivité, cette interprétation est évoquée à la lumière de la théorie de la dépendance et des échanges inégaux de R.Prebissh, qui affirme que les pays en développement devenaient dépendants des importations et restaient coincés dans des rôles de simples exportateurs de matières premières, cela affaiblit leur industrie locale.

Deuxièmes, le déficit commercial, dans le cas où les importations augmentent à un rythme supérieur à celui des exportations, cela creuse le déficit commercial (=on dépense plus en devises étrangères qu'on n'en gagne) ; c'est un principe fondamental de la balance des paiements, et donc un fait macroéconomique de base, prouvé par les auteurs Krugman, Paul & Obstfeld, Maurice, dans leur manuel de référence : « Économie internationale :Théorie et politique », ils avancent : « si la croissance des importations dépasse celle des exportations, le solde commercial se détériore, entraînant un déficit commercial. »

Finalement, la tension pesant sur la balance des paiements, plus d'importations signifient plus de sorties de devises. Cela peut peser sur la valeur de la monnaie nationale et des réserves en devises, c'est un principe classique de la théorie de la balance des paiements. « Une hausse des importations nécessite un paiement en devises étrangères. En l'absence d'un afflux compensatoire de capitaux ou d'exportations, cela induit une influence déclinante sur les réserves de change et sur la monnaie nationale. » Comme ont avancé les économistes Krugman, Paul & Obstfeld dans leur ouvrage Économie internationale.

Donc pour conclure notre analyse de ce tableau des importations marocaines de 2023 et 2024, la hausse des importations peut avoir des retombées soit positives soit négatives sur la balance commerciale marocaine, tout dépend des exportations marocaines en parallèle.

Pour la mise en liaison des théories mobilisées dans la revue de littérature au contexte marocain au niveau des importations. Les importations marocaines sont moins concernées par la théorie de l'avantage absolu, car elle repose sur les secteurs où le Maroc est plus productif. Pour la théorie des avantages comparatifs, le Maroc importe les biens à haute valeur technologique, comme les machines industrielles, les produits pharmaceutiques et les équipements électroniques et informatiques, vu que le Maroc renonce pour se concentrer sur des productions

moins capitalistiques. Concernant l'application du modèle Heckscher-Ohlin au contexte marocain, les importations marocaines se concentrent sur des biens intensifs en capital (automobiles, technologies, infrastructures industrielles). Cette logique correspond bien aux prévisions du modèle Heckscher-Ohlin. Selon la nouvelle théorie du Commerce, les importations marocaines sont concentrées sur les produits similaires issus d'échanges intra-branches, comme les pièces ou équipements pour montage local, technologies de production (machines, outillage de précision).

4. L'Ouverture économique du Maroc :

Les politiques de libéralisation économique entreprises par le Maroc depuis les années 1990 mettent en lumière des avancées indéniables en matière d'intégration aux marchés mondiaux, mais aussi des effets pervers souvent sous-estimés. Le processus d'ouverture économique au Maroc a permis une intégration progressive dans l'économie mondiale, mais il a aussi mis en lumière les vulnérabilités structurelles de l'économie nationale face aux chocs extérieurs. (Hassan Saoud, 2011). Si des secteurs comme l'automobile et l'aéronautique ont connu une forte croissance grâce à l'attractivité des zones franches et aux IDE, cette dynamique s'est accompagnée d'une désindustrialisation silencieuse de filières traditionnelles comme le textile, gravement concurrencé par les importations asiatiques bonnes marché après l'entrée en vigueur des accords de libre-échange, notamment avec la Turquie. En parallèle, la libéralisation rapide de certains marchés agricoles a fragilisé les petits producteurs marocains, incapables de rivaliser avec les produits subventionnés en provenance de l'Union européenne. Sur le plan structurel, ces politiques ont renforcé une dépendance chronique aux importations, notamment pour l'énergie, les céréales et les intrants industriels, rendant l'économie nationale particulièrement vulnérable aux chocs extérieurs comme la flambée des prix du blé en 2022 ou les perturbations des chaînes logistiques mondiales post-COVID. De plus, cette ouverture a accentué les déséquilibres territoriaux, en concentrant les investissements dans les zones côtières, exportatrices (comme Tanger ou Casablanca) au détriment des régions intérieures, alimentant ainsi des inégalités spatiales et sociales. Enfin, l'absence de véritables politiques de montée en gamme technologique ou de soutien à la production locale a limité les effets d'entraînement sur l'économie nationale, transformant parfois le Maroc en simple plateforme d'assemblage à faible valeur ajoutée, plutôt qu'en acteur industriel autonome et résilient.

L'ouverture économique a été l'une des principales stratégies du Maroc pour améliorer sa compétitivité globale, en renforçant ses capacités productives et en élargissant ses marchés d'exportation. (Abdelkader Amrani, 2016). Le choix de l'ouverture économique s'insère dans une approche durable et responsable, visant à moderniser l'économie marocaine, à diversifier ses partenaires commerciaux, et à attirer les investissements étrangers. (Nouredine El Aoufi ,2013). Alors que les Accords de libre-échange ont joué un rôle catalyseur dans l'ouverture économique du Maroc, qui ont profondément transformé le tissu industriel et commercial du pays. En quête d'une compétitivité accrue sur les marchés mondiaux, le Maroc a été poussé par ces accords à ouvrir davantage son économie. (Abdelaziz Nouaydi, 2008). L'ouverture économique du Maroc a été marquée par une série de réformes structurelles et l'adoption de politiques favorables au commerce, qui ont permis au pays d'occuper une place stratégique dans la zone euro-méditerranéenne." (Ahmed Azirar, 2005).

L'ouverture économique du Maroc donc fait référence à la politique de libéralisation économique et d'insertion graduelle au sein de l'économie internationale. Cette ouverture, qui a été mise en œuvre sur plusieurs décennies, vise à stimuler la croissance économique, attirer les investissements étrangers, et renforcer la compétitivité des exportations marocaines.

4.1 Attraction des Investissements Directs Étrangers (IDE) :

Le Maroc a engagé de multiples initiatives significatives pour attirer les IDE, perçus comme un

levier essentiel du développement économique et de l'emploi, en privilégiant l'assainissement de l'environnement des affaires, l'extension des infrastructures, le développement du capital humain et la diversification des partenariats internationaux.

D'après le rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Maroc a enregistré une baisse significative des IDE en 2023, avec seulement 1,09 milliard de dollars, contre 2,2 milliards en 2022. Cette chute place le pays au 16^e rang en Afrique en termes de réception d'IDE. Malgré l'adoption d'une nouvelle charte d'investissement en mars 2023, incluant des subventions pouvant atteindre 30 % du montant investi, des obstacles tels que la lenteur administrative, la complexité des procédures et la corruption continuent de freiner l'attractivité du pays. (Rapport CNUCED, 2024).

Le Maroc a mis en place une série de réformes et de politiques publiques pour renforcer son attractivité aux investissements directs étrangers (IDE). Ces initiatives couvrent des domaines législatifs, institutionnels, économiques et éducatifs, visant à créer un environnement propice à l'investissement. Parmi ces initiatives, nous citons : les Réformes législatives et institutionnelles : - Charte de l'investissement, le Maroc a instauré une charte de l'investissement ayant pour but d'harmoniser les cadres sectoriels en une seule législation unifiée. Cette charte offre des avantages fiscaux significatifs aux investisseurs et envisage la contribution partielle de l'État aux dépenses de formation, à l'infrastructure et à l'achat de foncier en vue de la réalisation des projets d'envergure. (El Alami, A. 2017).

Selon le Ministère de l'Investissement, de la Convergence et de l'Évaluation des politiques publiques, dans la charte de l'investissement 2023, la nouvelle charte de l'investissement, adoptée en Mars 2023, vise à unifier le cadre juridique, proposer des incitations fiscales et financières, Le Maroc offre des incitations fiscales, des subventions, et une réglementation favorable aux investisseurs étrangers, notamment dans les secteurs prioritaires comme l'industrie, les énergies vertes, et les systèmes d'information, et renforcer la compétitivité des territoires. Elle prévoit notamment des subventions pouvant aller jusqu'au 30% du coût total du projet et un appui spécifique pour les projets structurants (infrastructure, formation...).

Cette réforme vise la mise en œuvre de lois favorables à l'investissement, la levée de la régulation administrative des prix, la libéralisation des flux financiers, ainsi que la réforme des procédures administratives en vue de les simplifier pour les investisseurs. (La charte de l'investissement 2023). Concernant l'impact de cette initiative sur l'afflux d'IDE, elle a favorisé une première vague d'IDE (ex. : Renault à Tanger), mais un Échec partiel est dû à un manque de sélectivité, de gouvernance locale, et de clarté dans l'octroi des avantages.

-Convertibilité des investissements étrangers : Selon le rapport annuel de 2020 du Ministère de l'Économie et des Finances du Maroc, la mesure de cette réforme réside dans la garantie de la convertibilité et du transfert des revenus liés aux IDE.

Un régime de convertibilité a été instauré afin de garantir aux investisseurs étrangers la liberté d'engager des opérations d'investissement au Maroc, de transférer les revenus qui en découlent, ainsi que de rapatrier les fonds provenant de la cession ou de la liquidation de leurs actifs.

Cette mesure a eu un effet direct positif sur la confiance des investisseurs internationaux, surtout pour les IDE financiers (banques, assurance) et les grands groupes industriels. Elle a permis au Maroc de se démarquer dans la région MENA. Elle a levé un obstacle majeur à l'entrée des capitaux étrangers et elle a soutenu l'IDE de portefeuille et a rassuré les investisseurs sur la stabilité monétaire, mais son impact est limité s'il n'est pas accompagné d'un environnement juridique et administratif fiable.

- Simplification des procédures administratives : la mesure de cette réforme Instauration des Centres Régionaux d'Investissement (CRI) pour centraliser et accélérer les démarches administratives. (Rapport Banque Mondiale – "Doing Business in Morocco", 2020). Selon la même source, pour pallier les lourdeurs administratives, le Maroc a mis en œuvre des mécanismes institutionnels tels que la désignation d'une structure interministérielle pour

mission de statuer sur les problèmes entravant les projets d'investissement et l'instauration des guichets régionaux dédiés à l'investissement (guichets uniques). Le développement des compétences et stimulation de l'innovation est une autre réforme parmi les autres réformes et politiques publiques que le Maroc a mis en place pour renforcer son attractivité aux investissements directs étrangers (IDE), cette initiative se manifeste dans : Les Réformes de l'enseignement supérieur : d'après le rapport « Vision stratégique 2030 » du Ministère de l'Enseignement Supérieur, le Maroc a entrepris une réforme visant à diversifier les parcours de formation et à établir des partenariats stratégiques pour répondre aux attentes du secteur de l'emploi. Le but est de former des profils qualifiés et opérationnels, notamment dans le secteur numérique. Ainsi que la création d'institutions académiques de pointe : des universités telles que l'Université internationale de Rabat (UIR), et l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) ont été établies pour promouvoir la recherche, l'innovation et l'entrepreneuriat, et pour développer de pôles de recherche pour former des profils innovants, contribuant ainsi à renforcer la capacité du pays à attirer les investissements internationaux.

Les réformes ont amélioré la position du Maroc dans le classement Doing Business (53e mondial en 2020), mais des retards d'exécution et de coordination entre les niveaux central et local ont réduit l'efficacité réelle sur le terrain. Certes, cette initiative a facilité l'implantation rapide d'entreprises dans les zones franches et technopoles. Mais les échecs qu'elle a enregistrés sont : l'Efficacité inégale selon les régions : les investisseurs rencontrent encore des lenteurs bureaucratiques et une insécurité juridique dans certaines zones, ainsi que le Manque de formation du personnel administratif, ce qui limite les gains d'efficacité attendus.

D'après le site officiel de l'Université Mohammed VI Polytechnique. Une étude de Maryem El Achabi et Abderrazak El Hiri en 2022, qui repose sur un modèle à correction d'erreur sur séries chronologiques (1990-2019) au Maroc, ce qui limite sa généralisabilité à d'autres périodes ou pays, examine l'impact du capital humain sur l'attractivité des IDE au Maroc entre 1990 et 2019. Les résultats indiquent qu'à long terme, une hausse du taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur exerce un effet positif sur les investissements directs étrangers (IDE). En revanche, le taux de scolarisation au primaire ne présente pas d'impact significatif. Quant au taux de scolarisation dans le secondaire, il se caractérise par une influence négative. S'agissant des variables de contrôle, le produit intérieur brut (PIB) se révèle significatif et contribue favorablement à l'attraction des IDE, tandis que l'infrastructure, bien que significative, exerce une influence défavorable sur leur afflux.

Ainsi les résultats de cette étude sont sensibles au choix des indicateurs de capital humain, à la taille du marché, et à la structure du tissu productif marocain, ce qui pose une problématique de validité externe : ces conclusions pourraient ne pas s'appliquer à d'autres économies ou même au Maroc dans les décennies à venir sans recalibrage du modèle et actualisation des données.

4.2 Diversification des Partenariats Commerciaux du Maroc :

Selon le Rapport annuel du commerce extérieur du Maroc – 2023, de l'Office des Changes sorti en 2024, le Maroc poursuit activement une stratégie de diversification de ses partenaires commerciaux et à développer davantage les relations commerciales avec d'autres pays.

D'après ledit rapport l'Europe est le partenaire historique toujours dominant, en 2023, l'Europe a représenté 63,2 % des échanges commerciaux du Maroc, en hausse par rapport à 58,8 % en 2022, précisant que 724,8 milliards de dirhams (MMDH), est le montant global des échanges avec le continent européen les échanges avec l'Europe en 2023 contre 685,8 MMDH, cela traduit une progression de 5,7%. L'Union européenne (UE) demeure le partenaire dominant, avec l'Espagne et la France en tête. Le Maroc affiche une balance commerciale excédentaire avec ces deux pays, malgré un déficit global avec l'UE de 82,58 MMDH en 2023, une amélioration de 10,8 % quant à l'année dernière.

Selon la même source, l'Espagne demeure le principal partenaire commercial du Maroc, représentant 28,9 % des échanges, suivis par la France avec 22,5 %, l'Italie (7,8 %), l'Allemagne (7,4 %) et la Turquie (6,7 %). En outre, les échanges entre le Maroc et l'Asie ont engendré en 2023 un solde commercial déficitaire de 136,8 milliards de dirhams, soit une chute de 15,8 % par rapport à l'année précédente. La proportion de ces échanges dans le total commercial est passée de 22,1 % en 2022 à 18,9 % en 2023. Cette baisse est due à la régression des échanges avec l'Arabie Saoudite, qui a chuté de 49,1 %, ainsi qu'avec l'Inde, en baisse de 33,7 %, souligne l'Office des changes. En revanche, la Chine conserve sa place de premier partenaire du continent asiatique du Maroc, avec une part de 36,7 % en 2023, en progression de 30 % par rapport à 2022, selon la même source. Soulignant que les relations commerciales avec la Chine enregistrent une croissance continue affichant une augmentation de 2,8 % par rapport à 2022. Depuis 2007, la Chine s'est imposée comme le 3^{ème} fournisseur du Maroc, surpassant la France en 2020 et 2021. Les flux commerciaux entre les deux pays ont presque atteint 8 milliards de dollars en 2023. L'Inde est le premier client asiatique du Maroc, suivi du Pakistan, de Hong Kong, du Bangladesh et de la Chine.

Pour notre continent : l'Afrique, il y'a un renforcement des liens régionaux. Le Maroc continue d'afficher une balance commerciale positive avec l'Afrique, bien que les interactions commerciales avec l'Afrique aient baissé également en 2023 chutant de 64,4 MMDH à 52,7MMDH, une baisse de 5,1 % en 2023 par rapport à 2022. Les importations depuis le continent ont atteint 20,07 milliards de dirhams, tandis que les exportations se sont élevées à 32,66 milliards de dirhams. En ce qui concerne, le fournisseur africain le plus dominant du Maroc en 2023, c'est l'Égypte, suivie du Djibouti, Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Sénégal et la Guinée sont les principaux clients, indique l'Office des changes.

Les relations commerciales avec la région de l'Océanie, sont restreintes, constituant 0,3% des transactions marocaines. Ils affichent une progression de 564 millions de dirhams (MDH), résultant de la croissance des transactions commerciales avec l'Australie de 962 MDH, équilibrés par la diminution des échanges commerciaux avec la Nouvelle Zélande de 426 MDH. Néanmoins, les transactions avec l'Amérique en 2023 connaissent un déclin de 6,7%. Cela est dû à la régression des flux avec l'Argentine (-45,7%) et la Trinité-et-Tobago (-57,6%).

Les Partenariats avec les Amériques sont stratégiques en développement. Le Brésil est devenu un partenaire commercial majeur pour le Maroc, notamment en tant que troisième partenaire du Royaume, après l'Espagne et la France. Le Maroc est le fournisseur majeur d'engrais et de fertilisants pour l'agro-industrie brésilienne, ce qui consolide les liens économiques entre les deux pays, souligne ledit rapport.

Le Maroc réussit à instaurer une diversification progressive de ses partenaires commerciaux, notamment en renforçant ses liens avec l'Asie, l'Afrique et les Amériques. Cependant, l'Europe demeure le principal partenaire, ce qui souligne la nécessité pour le Royaume de continuer à développer des partenariats économiques équitables et stables avec d'autres zones géographiques pour assurer une croissance durable et résiliente.

Pour atteindre un équilibre plus important dans ses partenariats commerciaux, le Maroc doit adopter une stratégie de diversification fondée sur la recherche proactive de nouveaux marchés en Afrique subsaharienne, en Asie (notamment la Chine, l'Inde et les pays de l'ASEAN) et en Amérique latine, tout en réduisant sa dépendance vis-à-vis de l'Union européenne. Cette stratégie repose sur la conclusion d'accords de libre-échange équilibrés, la valorisation des secteurs à fort potentiel exportateur (agro-industrie, automobile, énergies renouvelables, textile, technique), et le renforcement des capacités logistiques via des hubs portuaires comme Tanger Med. Les défis spécifiques incluent la barrière linguistique, les différences réglementaires, le manque de connaissance des marchés ciblés, et la faible compétitivité de certaines PME marocaines à l'international. À l'horizon 2030, cette politique pourrait permettre de faire passer la part des exportations marocaines vers les marchés hors UE de 25 % actuellement à plus de

40 %, d'augmenter le nombre de partenaires commerciaux stratégiques de 5 à une douzaine, et de générer un excédent commercial avec au moins trois nouveaux blocs économiques, contribuant ainsi à une croissance annuelle des exportations de 6 à 7 % en moyenne.

4.3 Développement des Infrastructures :

L'ouverture économique du Maroc a été soutenue par des investissements significatifs et massifs dans le développement de ses infrastructures, en particulier les ports, les aéroports, et les autoroutes. Cela a facilité la compétitivité du pays et amélioré sa position en tant que carrefour commercial.

Dans le cadre de cette ouverture économique, des zones industrielles et des parcs technologiques ont été créés pour attirer les investissements étrangers, notamment dans des branches industrielles, notamment l'aéronautique, l'automobile et l'électronique.

Le Maroc déploie une stratégie ambitieuse dans le cadre de son ouverture économique, en développant des infrastructures modernes et des zones industrielles adaptées. Parmi ces initiatives dans ce sens :

-Le Développement des zones industrielles : Le pays a mis en place plus de 150 zones industrielles, occupant une surface de 12 000 ha. Jusqu'aujourd'hui, environ 65 % de ces zones sont valorisées, avec un taux de commercialisation des parcelles dépassant 87 %. En 2023, le ministère de l'Industrie a consacré 950 millions de dirhams au développement et à l'aménagement de ces espaces, dans l'objectif de rendre le pays plus attractif pour les investissements étrangers, spécifiquement, dans les secteurs de l'automobile, de l'agroalimentaire et de l'aéronautique. Ces informations ont été communiquées par le ministre de l'Industrie et du Commerce Mr. Ryad Mezzour, lors d'une session parlementaire, le 22 Février 2023, à la chambre des représentants.

Selon les données officielles fournies sur le portail officiel du ministère de l'Industrie et du Commerce ; En 2024, 16 nouvelles conventions ont été ratifiées dans le but de la mise en place de zones d'accélération industrielle et de développement économique, représentant un investissement total de 37,6 milliards de dirhams.

-Les Infrastructures de transport et logistique : d'après le portail officiel des autoroutes du Maroc, notre pays a fortement renforcé ses infrastructures de transport afin de stimuler l'attractivité des investissements directs étrangers. Son réseau autoroutier s'est étendu de 80 km en 1999 à plus de 1 800 km aujourd'hui. Parallèlement, quelque 13 600 hectares ont été mobilisés pour le développement de 150 zones industrielles opérationnelles à travers le pays. Des initiatives majeures, à l'image de la plateforme industrielle de Tanger Med, reconnue parmi les zones économiques spéciales les plus performantes au monde, témoignent de cet engagement stratégique.

- Les Infrastructures Énergétiques : le Maroc a également investi dans le développement des infrastructures énergétiques, y compris les énergies renouvelables (notamment solaire et éolien), afin de satisfaire sa demande intérieure en termes d'énergie.

- Les Zones industrielles stratégiques : selon les données fournies sur le portail de CDG Développement, Le Maroc a mis en place plusieurs zones industrielles stratégiques afin de diversifier son tissu économique et de capter des investissements directs étrangers ciblés: Technopolis de Rabat : technopole de pointe orientée vers la technologie et l'innovation, elle héberge des acteurs majeurs tels que Capgemini, Axa et Zodiac Aerospace; Atlantic Free Zone à Kenitra : plus grande zone franche d'Afrique, elle se spécialise dans les industries de logistique, d'automobile et des services industriels; Parc industriel de Jorf Lasfar : première plateforme industrielle de ce type au Maroc, s'étendant sur 500 hectares, elle accueille des industries lourdes comme la métallurgie et la chimie. Toutes ces zones ont attiré des multinationales et stimulé les exportations.

-Soutien à l'investissement et incitations : d'après les données publiées sur le portail officiel du ministère de l'Industrie et du Commerce, le gouvernement marocain met en place diverses incitations pour encourager les investissements directs étrangers, notamment : l'offre de terrains à des tarifs avantageux ; le financement des infrastructures clés telles que l'énergie, l'assainissement et l'eau ; et la simplification des démarches administratives pour les investisseurs. Par ailleurs, le Fonds des Zones Industrielles Durables (FONZID) accompagne également les projets de développement industriel, en particulier ceux qui impliquent des partenariats avec le secteur privé.

Parmi les perspectives futures, d'ici 2028, le Maroc prévoit la création de 22 nouvelles zones industrielles, représentant plus de 1 000 hectares, et le développement de 11 zones existantes. Ces initiatives visent à renforcer la compétitivité du pays en tant que destination industrielle de premier plan.

Le Maroc dote de plusieurs avantages compétitifs pour attirer les investissements étrangers et donc pour une l'ouverture de son économie, telle qu'une position géographique stratégique, une stabilité politique et des infrastructures de qualité. Cependant, pour renforcer son attractivité, le pays doit continuer à améliorer la qualité de son capital humain, simplifier les procédures administratives et renforcer la transparence et l'efficacité de son environnement institutionnel.

La stratégie du Maroc en matière de développement des infrastructures, bien qu'ambitieuse et vectrice de croissance (notamment à travers des projets comme Tanger Med, les autoroutes, les énergies renouvelables ou la LGV), soulève plusieurs critiques en matière d'efficacité, de durabilité et d'inclusion. Sur le plan de l'efficacité, certains projets ont été surdimensionnés ou concentrés dans les zones côtières, accentuant les déséquilibres territoriaux et laissant les régions de l'intérieur et du sud relativement marginalisées. Des goulets d'étranglement persistent, notamment dans la lenteur des procédures foncières, la faible interconnexion entre certains modes de transport (logistique multimodale déficiente) et le manque de structuration des zones industrielles autour des infrastructures. Par ailleurs, l'impact environnemental de certaines réalisations, artificialisation des sols, pression sur les ressources hydriques, pollution liée au transport, reste peu maîtrisé malgré les efforts vers une économie verte. Enfin, la durabilité à long terme de ces modèles d'investissement est fragilisée par une dépendance à l'endettement extérieur et par la maintenance parfois insuffisante des infrastructures existantes, posant la question d'un modèle équilibré, résilient et inclusif.

5. Conclusion :

Après avoir réalisé une revue de littérature et une analyse de l'état des lieux du commerce extérieur marocain, il s'est avéré que la balance commerciale marocaine est déficitaire, dans nos prochaines recherches, nous allons étudier la persistance de ce déficit malgré une politique active d'ouverture économique.

L'ouverture économique du Maroc, caractérisée par cette intensification des échanges commerciaux, a toutefois engendré des défis majeurs. La volatilité des marchés internationaux, la concurrence accrue, et la dépendance aux importations dans des secteurs stratégiques représentent autant de risques pour l'économie marocaine. Néanmoins, cette ouverture a également créé des opportunités considérables, en réduisant les obstacles à l'entrée des marchés nouveaux, en stimulant l'innovation, et en favorisant l'insertion dans les réseaux globaux de création de valeur.

L'étude menée par le Haut-Commissariat au Plan (Comptes extérieurs du Maroc 2021), ce rapport parle de l'Impact des Importations sur la Balance Commerciale, Le HCP souligne régulièrement l'impact des importations massives sur le déficit commercial du Maroc. Les

produits énergétiques, en particulier, sont un facteur clé du déficit en raison de leur coût élevé et de la volatilité des prix internationaux.

Dans le même rapport, Le HCP note également la vulnérabilité du Maroc face aux importations alimentaires, particulièrement pour les céréales, ce qui expose le pays aux fluctuations des prix internationaux et aux chocs climatiques affectant la production nationale.

Cependant, l'ouverture économique et la participation aux échanges commerciaux internationaux posent également des défis. La soumission vis-à-vis des importations peut exposer un pays à des vulnérabilités, telles que les fluctuations des prix mondiaux ou les chocs externes. De plus, une forte exposition aux marchés étrangers peut accentuer les inégalités économiques et nuire à certains secteurs locaux s'ils ne sont pas suffisamment compétitifs.

Cependant, La structure des importations marocaines est principalement orientée vers les produits alimentaires, les Énergies et les biens d'équipement, reflétant les besoins essentiels de l'économie marocaine. Cette dépendance aux importations, particulièrement dans le secteur énergétique et alimentaire, pose des défis en termes de vulnérabilité aux chocs extérieurs et de déficit commercial. Les efforts pour diversifier l'économie et développer la production locale visent à atténuer ces dépendances, tout en soutenant la croissance économique du pays.

La structure des exportations marocaines, telle que décrite par les sources officielles citées en haut, révèle une économie en transition, avec une diversification progressive des produits exportés. Les phosphates, longtemps prédominants, voient leur part relative diminuer au profit des industries aéronautique et automobile. L'agriculture et les produits de la mer continuent de jouer un rôle crucial, tandis que le textile maintient une position significative malgré une concurrence internationale accrue. Ces transformations sont soutenues par des politiques industrielles et commerciales stratégiques, visant à renforcer la compétitivité du Maroc sur les marchés internationaux.

Références :

- (1). Amrani, A. (2016). Politiques économiques du Maroc : Bilan et perspectives.
- (2). Azirar, A. (2005). Économie marocaine : Réformes, mutations et enjeux.
- (3). Bank Al-Maghrib. (2021). Rapport annuel sur la situation économique, monétaire et financière.
- (4). Chougrani, S., & Hassani, K. (2022). Les défis de l'ouverture économique du Maroc sur le continent africain. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics (IJAFAME)*, 3(4-2).
- (5). Corden, W. M., & Neary, J. P. (1982). Booming sector and de-industrialization in a small open economy. *The Economic Journal*, 92(368), 825–848.
- (6). Degryse, C. (2013). L'économie en 100 mots d'actualité (Section : Importations et exportations). De Boeck Supérieur.
- (7). Dornbusch, R., Fischer, S., & Startz, R. (2013). *Macroeconomics* (12th ed.). McGraw-Hill Education.
- (8). El Alami, A. (2017). L'attractivité des IDE au Maroc : Réalités et perspectives.
- (9). El Aoufi, N. (2013). Économie politique du Maroc.
- (10). Gouvernement du Maroc. (2025, mai 28). Feuille de route du commerce extérieur 2025–2027. Ministère de l'Industrie et du Commerce.
- (11). Haut-Commissariat au Plan (HCP). (2022). Comptes extérieurs du Maroc 2021.
- (12). Heckscher, E. (1919). The effect of foreign trade on the distribution of income.
- (13). Hirschman, A. O. (1958). The strategy of economic development. Yale University Press.
- (14). Hwang, J., Hausmann, R., & Rodrik, D. (2007). What you export matters. National Bureau of Economic Research (NBER).

- (15). Krugman, P., & Obstfeld, M. (2006). *Économie internationale : Théorie et politique* (Éd. française). De Boeck.
- (16). Krugman, P., Obstfeld, M., & Melitz, M. (2018). *Économie internationale : Théorie, politique et applications* (10e éd.). Pearson.
- (17). Ministère de l'Économie et des Finances du Maroc. (2020). Rapport annuel.
- (18). Ministère de l'Enseignement Supérieur du Maroc. (2020). Vision stratégique 2030.
- (19). Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Économie Verte et Numérique. (2009). Stratégie "Maroc Export Plus".
- (20). Ministère de l'Investissement, de la Convergence et de l'Évaluation des politiques publiques. (2023). Charte de l'investissement.
- (21). Nouaydi, A. (2008). Le Maroc et les défis de la mondialisation.
- (22). Obstfeld, M., & Krugman, P. (2006). *Économie internationale : Théorie et politique* (Éd. française). De Boeck. [Référence déjà citée – fusionnée]
- (23). Office des Changes. (2024). Rapport annuel sur le commerce extérieur du Maroc – 2023.
- (24). Ohlin, B. (1933). Interregional and international trade.
- (25). Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2021). Examens multidimensionnels du Maroc : Voie vers l'émergence.
- (26). Organisation mondiale du commerce (OMC). (2021).
- (27). Plihon, D. (2003). Les multinationales. La Découverte.
- (28). Plihon, D. (2012). Les taux de change (4e éd.). La Découverte. (Collection « Repères »)
- (29). Prebisch, R. (1950). The economic development of Latin America and its principal problems. CEPAL/ONU.
- (30). Prebisch, R. (1950). Théorie des échanges inégaux : Les pays du Sud dépendant des exportations de produits primaires restent vulnérables.
- (31). Rainelli, M. (2012). Les taux de change (4e éd.). La Découverte. (Collection « Repères », n° 578)
- (32). Rainelli, M. (2015). Le commerce international (11e éd.). La Découverte.
- (33). Rapport d'activité de l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations (AMDIE). (2020).
- (34). Rapport de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). (2016).
- (35). Rapport de l'Office des Changes. Rapport annuel sur le commerce extérieur du Maroc 2023.
- (36). Rapport de l'Organisation des Nations Unies pour le commerce et le développement (UNCTAD). (2005). World investment report: Transnational corporations and the internationalization of R&D. Nations Unies.
- (37). Rapport de la Banque mondiale. (2020). Doing business in Morocco.
- (38). Rapport de la Banque mondiale. (2021). Indicateurs de développement dans le monde. <https://donnees.banquemondiale.org>
- (39). Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). (2024, juin).
- (40). Rapport du Fonds monétaire international (FMI). (2021).
- (41). Rapport moral de l'Association Marocaine des Exportateurs (ASMEX). (2020).
- (42). Ricardo, D. (1817). Des principes de l'économie politique et de l'impôt.
- (43). Rodrik, D. (2007). One economics, many recipes: Globalization, institutions, and economic growth. Princeton University Press.

- (44). Saidi, A., & El Ghazali, I. (2022). Les déséquilibres structurels de la balance commerciale marocaine : Diagnostic et perspectives. *Revue Marocaine d'Économie*, 13(2), 55–78.
- (45). Saoud, H. (2011). Le Maroc face à la mondialisation : Enjeux et perspectives.
- (46). Smith, A. (1776). *La richesse des nations*.
- (47). Thirlwall, A. P. (1979). The balance of payments constraint as an explanation of international growth rate differences. *Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review*, 32(128), 45–53.
- (48). UNCTAD. (2005). *World investment report: Transnational corporations and the internationalization of R&D*. United Nations.
- (49). Université Hassan II. (2017). *L'attractivité des IDE au Maroc : Réalités et perspectives* (par A. El Alami).
- (50). *Vision stratégique 2030*. (2020). Ministère de l'Enseignement Supérieur du Maroc.
- (51). World Bank. (2020). *Doing business in Morocco*.
- (52). World Bank. (2021). *Indicateurs de développement dans le monde*.
- (53). WTO. (2021). *Glossaire de l'Organisation mondiale du commerce*.
- (54). Zahidi, N. (2020). Les accords de libre-échange et leur impact sur les flux commerciaux du Maroc : Une analyse empirique. *Revue des Sciences Économiques et de Gestion*, 7(1), 103–122.